

TABLE DES MATIÈRES

Liste des tableaux	XIII
Glossaire des termes et abréviations	XV
Guide de prononciation	XXI
Préface.....	XXIII
Remerciements	XXXI
Introduction.....	1

PREMIÈRE PARTIE L'EFFONDREMENT DES RÉGIMES COMMUNISTES EN EUROPE ET LA PROLIFÉRATION DES NOUVEAUX ÉTATS

Chapitre 1

L'émergence de l'État-nation en Europe centre-orientale et dans les Balkans aux XIX^e, XX^e et XXI^e siècles	19
La « longue durée » de l'histoire politique.....	19
La formation des États-nations à l'âge des Empires (XIX ^e siècle): le Concert européen	28
Le système de Versailles et la révolution bolchevique.....	36
L'« ordre nouveau » : le système nazi.....	43
Le système de Yalta	46
La fin des régimes communistes et la prolifération des nouveaux États-nations.....	52
L'influence des organisations internationales sur le processus de formation et de consolidation des États en Europe centre-orientale après 1989	57
Conclusion.....	68

Chapitre 2

La fédération multinationale et l'État totalitaire : Yougoslavie, Tchécoslovaquie et Union soviétique	69
Le crépuscule de la fédération yougoslave.....	80

Chapitre 3

La désintégration de la fédération yougoslave, 1987-1991	101
Introduction	101
Le conflit serbo-albanais au Kosovo (1980-1989)	103
Le « Putsch » de Milošević	110
Les politiques de la Serbie envers les provinces autonomes et le reste de la Yougoslavie	118
Les projets politiques de Milošević concernant la création de la « Grande Serbie » et leur périodisation	130
Le conflit serbo-slovène et ses répercussions sur les politiques à l'endroit du Kosovo et de la Yougoslavie	138
La Croatie devant le conflit serbo-slovène	145
Le XIV ^e Congrès de la LCY : le grand tournant de la politique yougoslave	147
La route vers l'indépendance de la Slovénie.....	151
La Croatie suit le mouvement	154
Confédération ou désintégration ?	155
Conclusion : Les référendums en Croatie et en Slovénie	160

DEUXIÈME PARTIE

LES GUERRES YOUGOSLAVES, 1991-2001

Chapitre 4

L'intervention militaire de l'Armée fédérale en Slovénie et en Croatie	165
Introduction	165
La position de l'Armée populaire yougoslave à la veille de la guerre	167
Les réactions des Serbes de Croatie à la prise du pouvoir du HDZ	175
L'insurrection des Serbes en Croatie	181
Les efforts du premier ministre yougoslave Ante Marković pour préserver l'État fédéral	188
L'agression militaire contre la Slovénie	189
Les réactions de la Croatie à la guerre en Slovénie.....	194
L'opinion publique en Serbie durant la guerre	197
L'« Autre Serbie » contre la « Grande Serbie ».....	199

Vers la « Grande Serbie » et la guerre serbo-croate	200
L'Armée serbe ou l'APY?.....	209
Les frontières et les populations	212
Conclusion.....	215
Chapitre 5	
La mise à mort de la Bosnie-Herzégovine.....	219
Introduction	219
Le multipartisme ethnopolitique	
en Bosnie-Herzégovine (1990-1991).....	223
Les Serbes rejettent le partage du pouvoir	
en Bosnie-Herzégovine.....	230
L'agression de la Serbie et du Monténégro contre la Bosnie-Herzégovine	
234	
La réaction de la communauté internationale à l'agression contre la Bosnie-	
Herzégovine	241
Les plans de la Serbie et de la Croatie en vue de la division de la Bosnie-	
Herzégovine	246
La politique des Bosno-Croates envers	
la Bosnie-Herzégovine et la Croatie	258
La formation et l'effondrement de l'alliance	
croato-musulmane en Bosnie-Herzégovine	262
Les véritables guerres civiles : Serbe contre Serbe, Croate contre Croate et	
Bosniaque contre Bosniaque.....	268
Retour à la case départ : les Bosniaques et les Croates	
sont de nouveau des alliés en Bosnie-Herzégovine	271
La coopération militaire entre l'Armée croate et l'Armée de Bosnie-	
Herzégovine durant la phase finale de la guerre en Croatie et en Bosnie	
274	
Le rapprochement politique et militaire entre les États-Unis et la Croatie pour	
faire reculer les conquêtes serbes en Croatie et en Bosnie-Herzégovine	
278	
Conclusion	280
Chapitre 6	
La route vers Dayton : les États-Unis et les guerres en ex-Yougoslavie	283
Introduction	283
Le modèle théorique de la prise de décision en politique étrangère	284
Les relations entre les États-Unis et la Yougoslavie au temps de la guerre	
froide.....	294
Les relations entre les États-Unis et la Yougoslavie sous l'administration	
Bush (1990-1993)	295
La politique de l'administration Clinton (1993-1995)	306

La Croatie dans la stratégie diplomatique américaine.....	322
Les accords de Dayton	341
Conclusion.....	348
Chapitre 7	
Le Kosovo dans le conflit yougoslave	351
Introduction	351
L'entrée en scène de l'UÇK	353
Une dernière tentative diplomatique : la conférence de Rambouillet	366
La campagne aérienne de l'OTAN	376
Un dernier coup de force de la Russie.....	387
Les polémiques entourant la campagne aérienne de l'OTAN.....	391
Le rôle de la communauté internationale dans la reconstruction du Kosovo 399	
L'une des conséquences de la guerre du Kosovo : la révolte albanaise dans la vallée de Preševo	411
Conclusion.....	425
Chapitre 8	
La République de Macédoine : de la paix à la guerre, aller-retour	429
L'émergence de l'État macédonien	429
L'État macédonien face à ses voisins	431
L'Albanie	432
La Bulgarie	434
La Grèce	437
L'axe Belgrade-Athènes	440
La Serbie.....	444
La réponse de la Communauté internationale aux menaces à la sécurité et l'intégrité l'État macédonien	455
Le conflit ethnopolitique en République de Macédoine (1992-2001).....	461
La guerre de 2001	469
La gestion de la guerre par la communauté internationale.....	473
Le nationalisme albanais	478
La réponse des voisins à la guerre en Macédoine	484
Du maquis au Parlement	486
Conclusion	496
Chapitre 9	
Les défis balkaniques de l'administration de George W. Bush et de Barack Obama	499

Introduction	499
De la rhétorique électorale aux contraintes de la politique internationale 501	
Conclusion	521

TROISIÈME PARTIE

L'ESPACE POLITIQUE POST-YOUGOSLAVE AU LENDEMAIN DES GUERRES

Chapitre 10	
La désintégration de la République fédérale de Yougoslavie.....	525
La formation de la République fédérale de Yougoslavie (RFY) : aperçu historique	525
La constitution de la RFY	528
Le rôle de la présidence selon la constitution fédérale.....	530
Les conflits et la coopération entre la Serbie et le Monténégro	534
Đukanović contre Milošević (1998-2000)	541
Les relations entre le Monténégro, la Serbie et les institutions fédérales après la destitution de Milošević	544
Les résultats des élections Parlementaires du 22 avril 2001	547
Les répercussions de l'indépendance du Monténégro sur le Kosovo	550
L'attitude des États-Unis devant l'indépendance du Monténégro.....	551
Chapitre 11	
De la RFY à l'Union de Serbie-Monténégro et à l'indépendance de la Serbie et du Monténégro	555
Les réactions à la création de l'USM en Serbie et au Monténégro	561
Les élections législatives du 20 octobre 2002 : un référendum avant le référendum	564
La marche vers l'indépendance du Monténégro	565
Le Monténégro depuis l'indépendance	570
La Serbie depuis l'indépendance.....	575
Conclusion	581
Chapitre 12	
L'après-guerre en Serbie et en Croatie	585
Introduction	585
Les conséquences de la guerre sur les relations serbo-croates	586
La minorité serbe en Croatie après la signature des accords de Dayton .	590

La coexistence (difficile) entre les Serbes et les Croates en Croatie	595
La minorité croate en Serbie	596
Les changements des régimes politiques en Croatie et en Serbie et leur influence sur les relations serbo-croates	597
Les relations économiques entre la Serbie et la Croatie après les changements de régime dans les deux pays	606
Le contentieux à régler entre la Serbie et la Croatie	608
La Croatie et la Serbie devant la porte de l'Europe	610
Conclusion	613
Chapitre 13	
La Bosnie-Herzégovine post-Dayton	617
Rédigé par Berna Günen	617
Introduction	617
L'impasse constitutionnelle	618
De la tutelle internationale à la supervision européenne	621
Milorad Dodik ou le spectre de la sécession	627
Le nœud du problème : l'absence de culture civique	631
Un voisinage plus pacifique ?	633
Le choix de Bruxelles	637
Conclusion	639
Conclusion	641
Chronologie 1985-2013	645
Bibliographie sélective	677

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 L'âge des Empires : la constitution des États-nations, des États multinationaux et des Empires en Europe centrale, orientale et balkanique entre 1800 et 1918.....	35
Tableau 2 Les éléments constitutifs du système de Versailles (1918-1938).....	42
Tableau 3 La constitution d'États-nations, d'États multinationaux et d'Empires à la suite de la révolution bolchevique en Europe centrale et orientale, 1917-1922	42
Tableau 4 Les États-nations, les États multinationaux et les Empires en Europe centrale, orientale et balkanique sous le système nazi, 1933-1945.....	44
Tableau 5 Les États-nations, les États multinationaux et les Empires en Europe centrale, orientale et balkanique dans le système de Yalta, 1945-1989 ...	51
Tableau 6 Les États-nations, les États multinationaux et les Empires en Europe centrale, orientale et balkanique après le système de Yalta, 1989-2008 ..	54
Tableau 7 Proportion de Yougoslaves déclarés par rapport à la population totale de chaque république et province autonome (recensements de 1961, 1971, 1981, 1991).....	77
Tableau 8 Résultats des élections parlementaires au Monténégro, 22 avril 2001	549

GLOSSAIRE DES TERMES ET ABRÉVIATIONS

Les abréviations sont majoritairement en français, mais quelques-unes apparaissent en anglais ou dans les langues de l'Europe du Sud-Est. Il fut impossible de toutes les uniformiser, puisque dans les citations, elles apparaissent très souvent en version originale.

APY	Armée populaire yougoslave. Il s'agissait de l'armée de la République socialiste fédérative de Yougoslavie, qui a été remplacée en avril 1992 par l'Armée yougoslave (VJ). Son abréviation en serbo-croate est JNA (<i>Jugoslavenska Narodna Armija</i>).
ARBiH	<i>Armija Republike Bosne i Hercegovine</i> , Armée de la République de Bosnie-Herzégovine.
AVNOJ	Conseil antifasciste de libération nationale de Yougoslavie.
BDI	Union démocratique pour l'intégration. Parti politique albanais formé par d'anciens dirigeants de l'UÇK(M) de Macédoine après la guerre de 2001. Le chef du BDI est Ali Ahmeti.
CEE	Communauté économique européenne ou Communauté européenne, devenue en 1992 Union européenne (UE).
CIJ	Cour internationale de justice.
CPI	Cour pénale internationale.
DEPOS	<i>Demokratski Pokret Srbije</i> , Mouvement démocratique de Serbie. Coalition qui a regroupé plusieurs partis d'opposition serbes (SPO, DSS, etc.) entre 1992 et 1994.
DOS	<i>Demokratska Opozicija Srbije</i> , Opposition démocratique de Serbie. Coalition de partis démocratiques formée en Serbie en 2000 et victorieuse aux élections de la fin de l'année, qui ont mis fin aux treize ans du régime de Milošević.

DS	<i>Demokratska Stranka</i> , Parti démocratique. Son président, Zoran Đinđić, a été premier ministre de Serbie de 2001 jusqu'en mars 2003, date où il a été assassiné.
DSS	<i>Demokratska Stranka Srbije</i> , Parti démocratique de Serbie, dont le président est Vojislav Koštunica. Koštunica fut également le président de la RFY entre le 7 octobre 2000 et le 7 mars 2003, et le premier ministre de Serbie entre le 3 mars 2004 et le 7 juillet 2008.
ECMM	<i>European Community Monitoring Mission</i> , Mission d'observation de la Communauté européenne. Envoyée par la CEE (plus tard UE) en Croatie, puis Bosnie de 1991 à 1995.
EUFOR Althéa	Force opérationnelle de l'UE en Bosnie (en mission depuis fin 2004).
EULEX	Mission d'assistance européenne à l'État de droit au Kosovo, devenue opérationnelle à partir d'avril 2009.
FARK	Les Forces armées de la République du Kosovo, créées par la Ligue démocratique du Kosovo (LDK), dont le président fut Ibrahim Rugova.
FORDEPRENU	Force de déploiement préventif des Nations unies en Macédoine.
FORPRONU	Force de protection des Nations unies. Force de « maintien de la paix » des Nations unies ayant opéré en Croatie et en Bosnie-Herzégovine. UNPROFOR en anglais.
GSS	<i>Građanski Savez Srbije</i> , Ligue civique de Serbie. Parti politique dirigé d'abord par Vesna Pešić, puis par Goran Svilanović, qui a été le ministre des Affaires étrangères de la RFY entre le 4 novembre 2000 et le 16 avril 2004. En avril 2007, le Ligue civique de Serbie a fusionné avec le Parti libéral-démocrate de Serbie.
HCR	Haut commissariat aux réfugiés (organisme de l'ONU pour la protection des réfugiés dont le siège est à Genève).
HDZ	<i>Hrvatska Demokratska Zajednica</i> , Communauté démocratique croate. Parti politique créé par Franjo Tuđman et au pouvoir en Croatie de 1990 à 2000.
HDZ-BH	Désigne le HDZ de Bosnie-Herzégovine, la « succursale » du HDZ de Croatie. Depuis sa création en 1990 et jusqu'à nos jours, ce parti a rassemblé la majorité des Croates de Bosnie-Herzégovine.
HV	<i>Hrvatska Vojska</i> , ou Armée croate en français. Il s'agit de l'Armée régulière créée par la République de Croatie en 1991-1992.

HVO	<i>Hrvatsko Vijeće Odbrane</i> , Conseil de défense croate. Désigne à la fois l'institution et les unités de défense des Croates de Bosnie-Herzégovine.
IFOR	<i>Implementation Force</i> . Force de mise en application des accords de Dayton en Bosnie-Herzégovine déployée en 1995-1996. A pris ensuite le nom de SFOR en 1997. En décembre 2004, la SFOR a été remplacée par l'EUFOR Althéa, force opérationnelle de l'UE en Bosnie.
JSO	<i>Jedinica za specijalne operacije</i> , Unité pour les opérations spéciales. Aussi connue sous le nom des « Bérés rouges ».
JUL	<i>Jugoslovenska Ujedinjena Levica</i> , Gauche yougoslave unie. Parti politique dirigé par Mira Marković, épouse de Slobodan Milošević. Durant les années 1990, ce parti fut associé au pouvoir avec le SPS de Milošević.
KFOR	<i>Kosovo Force</i> . Force internationale sous le commandement de l'OTAN déployée au Kosovo depuis l'intervention de l'OTAN contre la RFY en 1999 en application de la résolution 1244 du Conseil de sécurité des Nations unies. La durée du mandat de la KFOR est indéterminée.
KOS	<i>Kontra-Obaveštajna Služba</i> , Service de contre-espionnage. Service de renseignements de l'armée yougoslave (APY). Dissout en 1992, après la création du nouvel État de RFY (le 27 avril 1992).
KVM	<i>Kosovo Verification Mission</i> .
LCC	Ligue des communistes de Croatie.
LCM	Ligue des communistes de Monténégro.
LCS	Ligue des communistes de Serbie.
LCSlo	Ligue des communistes de Slovénie.
LCY	Ligue des communistes de Yougoslavie.
LDK	Ligue démocratique du Kosovo. L'un des fondateurs et le premier président du parti fut Ibrahim Rugova. Parti indépendantiste des Albanais du Kosovo.
LPK	Mouvement populaire du Kosovo.
MAP	<i>Membership Action Plan</i> , Plan d'action pour l'adhésion de l'OTAN.
MBO	<i>Muslimanska Bošnjačka Organizacija</i> , Organisation bosniaque musulmane, fondée par Adil Zulfikarpašić (Bosnie-Herzégovine).
MINUK	Mission d'administration intérimaire des Nations unies au Kosovo. Chargée depuis juin 1999 d'administrer le Kosovo par la résolution 1244 des Nations unies.

ODIHR	<i>Office for Democratic Institutions and Human Rights</i> , organisme de l'OSCE chargé de la démocratisation et de la protection des droits de l'homme.
OSCE	Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe.
OTAN	Organisation du Traité de l'Atlantique Nord.
PKD	Parti démocratique du Kosovo. Son président est Hashim Thaçi.
PDSH	Parti démocratique des Albanais, fondé par Arbën Xhaferi. L'un des partis politiques albanais importants en République de Macédoine.
PPD	Parti pour la prospérité démocratique. Autre parti politique albanais en République de Macédoine. Aux élections législatives anticipées de 2008, le PPD s'est effondré et a fini par fusionner avec le PDSH.
RDB	<i>Resor Državne bezbednosti</i> , Sécurité d'État.
RFY	République fédérale de Yougoslavie. Créée le 27 avril 1992, comprenant deux républiques : Serbie et Monténégro.
RHB	<i>Republika Herceg-Bosna</i> , République de Herceg-Bosna. Créée en 1992, formation para-étatique auto-proclamée des Croates de Bosnie-Herzégovine, abolie par les accords de Dayton en 1995.
RS	<i>Republika Srpska</i> ou République serbe de Bosnie-Herzégovine. Créée en 1992, il s'agit de la formation étatique auto-proclamée des Serbes de Bosnie. Légalisée en 1995 par les accords de Dayton en tant qu'« entité » à l'intérieur de la Bosnie-Herzégovine.
RSFY	République socialiste fédérative de Yougoslavie dirigée par J.B. Tito (1945-1980). Proclamée en 1945, dissoute en 1992, comprenant six républiques : Serbie, Croatie, Bosnie-Herzégovine, Slovénie, Macédoine, Monténégro, et deux provinces autonomes : la Voïvodine et le Kosovo.
RSK	<i>Republika Srpska Krajina</i> , République de Krajina serbe. De 1992 à 1995, formation étatique auto-proclamée des Serbes de Croatie. Disparue en 1995 avec la reconquête de l'Armée croate (HV).
SANU	<i>Srpska Akademija Nauka i Umetnosti</i> , Académie des arts et des sciences de Serbie.
SDA	<i>Stranka Demokratske Akcije</i> , Parti d'action démocratique, fondé en 1990. Son président était entre 1990 et 2001 Alija Izetbegović (Bosnie-Herzégovine). Ce parti existe aussi chez les Bosniaques (Musulmans) du Sandžak (Serbie).

SDB	<i>Služba državne bezbednosti</i> , Service de sécurité d'État, la police politique en Serbie. En 1991, le nom a changé pour RDB, <i>Resor državne bezbednosti</i> (Sécurité d'État).
SDS	<i>Srpska Demokratska Stranka</i> , Parti démocratique serbe. Créé par Radovan Karadžić en Bosnie-Herzégovine et par Jovan Rašković et Milan Babić en Croatie.
SDSM	Alliance sociale-démocrate de Macédoine. Parti politique présidé par Branko Crvenkovski.
SFOR	<i>Stabilization Force</i> ou Force de stabilisation. Mission de l'OTAN déployée en Bosnie-Herzégovine entre 1997 et 2004 (ancienne IFOR).
SNO	<i>Stranka Narodne Obnove</i> , Parti du renouveau national (Serbie). Petit parti politique d'inspiration fasciste.
SNP	<i>Socialistička Narodna Partija</i> , Parti socialiste populaire (Monténégro). L'allié du SPS au Monténégro durant le règne de Milošević.
SPO	<i>Srpski Pokret Obnove</i> , Mouvement serbe du renouveau. Parti politique de Serbie dont le président est Vuk Drašković.
SPS	<i>Socialistička Partija Srbije</i> , Parti socialiste de Serbie. Slobodan Milošević fut le fondateur et le premier président du SPS. Le parti a été créé en 1990 à partir de la Ligue des communistes de Serbie (LCS), <i>Savez Komunista Srbije</i> (SKS).
SRS	<i>Srpska Radikalna Stranka</i> , Parti radical serbe. Parti d'extrême droite fondé le 23 février 1991 et dont le président est Vojislav Šešelj.
SVK	<i>Srpska Vojska Krajine</i> , Armée de la République serbe de Krajina (Croatie).
TMK	Corps de protection du Kosovo.
TPIY	Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, créé en 1993 et dont le siège est à La Haye.
UÇK	<i>Ushtria Çlirimtare e Kosovës</i> , Armée de libération du Kosovo. Mouvement de résistance armée des Albanais du Kosovo de 1996 à 1999. Officiellement dissoute après l'installation du KFOR au Kosovo.
UÇK(M)	<i>Ushtria Çlirimtare Kombëtare</i> , Armée de libération nationale. Groupe armé albanais, dirigé par Ali Ahmeti, qui a mené la guerre contre l'État macédonien en 2001. En albanais, l'acronyme de l'UÇK(M) est le même que celui de l'UÇK du Kosovo.
UÇPMB	<i>Ushtria Çlirimtare e Preshevës, Medvexhës dhe Bujanovcit</i> , Armée de libération de Preševo, Medveđa et Bujanovac. Groupe armé albanais actif dans la région de la vallée de Preševo en 2000-2001 (Serbie du Sud).

UDB-a	<i>Uprava Državne Bezbednosti</i> , Sécurité intérieure de l'État. Service de renseignements de Yougoslavie (police politique organisée sur le modèle du KGB soviétique).
UE	Union européenne (nouveau nom de la CEE depuis 1993).
USM	Union de Serbie-Monténégro, État qui a remplacé la République fédérale de Yougoslavie (RFY) en février 2003. Dissoute en mai 2006.
VJ	<i>Vojska Jugoslavije</i> , ou Armée yougoslave en français. Successeur de l'APY à partir d'avril 1992.
VMRO-DPMNE	<i>Vnatrešna Makedonska Revolucionarna Organizacija</i> , Organisation révolutionnaire intérieure macédonienne-Parti démocratique pour l'unité nationale macédonienne dont le président est Nikola Gruevski. Parti nationaliste macédonien, ayant repris le nom du mouvement révolutionnaire macédonien historique qui a lutté autrefois contre le pouvoir ottoman.
VRS	<i>Vojska Republike Srpske</i> , Armée de la République serbe (Bosnie-Herzégovine).

GUIDE DE PRONONCIATION

Prononciation en serbo-croate

Lettres en serbo-croate	Prononciation en français	Exemples de mots en serbo-croate	Prononciation en français
E	é	Pale	Palé
U	ou	Pula	Poula
C	ts	Caribrod	Tsaribrod
Č	tch	Ploče	Plotché
Ć	tch	Bihać	Bihatch
Đ	dj	Tuđman	Tudjman
J	y	Sarajevo	Sarayévo
Š	ch	Niš	Nich
Ž	j	Užice	Oujtsé
G	g (<i>jamais « j »</i>)	Trogir	Troguir
S	s (<i>jamais « z »</i>)	Osijek	Ossijek
r (<i>entre deux consonnes</i>)	Eur	Drvar	Deurvar

Les autres lettres se prononcent comme en français.

Note : Ce tableau reprend le guide de prononciation élaboré par Paul Garde dans son livre *Vie et mort de la Yougoslavie*, Paris, Fayard, 2000 (3^e édition).

Prononciation en albanais

Lettres en albanais	Explication de la prononciation
C	ts dans <i>Tsigane</i>
Ç	tch dans <i>Tchad</i>
Q	entre l'anglais ch dans <i>each</i> et t dans <i>tube</i>
DH	th anglais dans <i>that</i>
XH	dj dans <i>Djibouti</i>
GJ	entre l'anglais d dans <i>duke</i> et dg dans <i>bridge</i>
Ë	œu dans <i>vœu</i>
H	(« aspiré »)
J	y dans <i>yen</i>
LL	LL dans l'anglais <i>wall</i>
L	LL dans l'espagnol <i>llanos</i>
NJ	gn dans <i>campagne</i>
R	(roulé)
RR	(fortement roulé ; possible à l'initiale)
S	s dans <i>sirène</i> (jamais « z »)
SH	ch dans <i>cheval</i>
TH	th dans l'anglais <i>thief</i>
U	ou dans <i>Roux</i>
X	dz dans <i>dzéta</i>
Y	u dans <i>Ubu</i>
ZH	j dans <i>jardin</i>

Note : Ce tableau reprend le guide de prononciation de l'albanais élaboré par Michel Roux dans son livre *Les Albanais en Yougoslavie : minorité nationale, territoire et développement*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 1992, p. 9.

PRÉFACE

Encore un livre sur les guerres yougoslaves, dira-t-on. Il est de fait que la crise balkanique de la dernière décennie du xx^e siècle a donné lieu dans le monde entier à d'innombrables publications et soulevé bien des débats. Et non sans raison, puisque, pour la première fois depuis 1945, ce grave fléau, la guerre, avec son cortège d'horreurs, faisait sa réapparition sur le sol européen. D'où l'émotion justifiée et les interrogations.

Le livre de Renéo Lukic, qui paraît aujourd'hui au Canada en langue française, réunit plusieurs traits qui lui donnent une place particulière parmi tous ceux qui l'ont précédé en tous pays et toutes langues.

On notera qu'une première version de cet ouvrage avait été publiée il y a dix ans, chez le même éditeur, mais sous un titre différent : *L'Agonie yougoslave*. Le titre d'aujourd'hui dit : *Histoire politique de la désintégration de la Yougoslavie*. Le mot *agonie* s'applique à un être vivant, il est concret, émotif, chargé d'angoisse. La *désintégration* est du domaine de la physique, elle concerne des particules matérielles, elle ne suscite par elle-même aucun sentiment. On peut penser que l'auteur a voulu ainsi souligner un trait qui était déjà caractéristique de la première version, mais que le titre ancien ne mettait pas en évidence. Nous sommes en présence d'une analyse scientifique des faits, envisagés d'un point de vue que soulignent les premiers mots du nouveau titre : *Histoire politique*. Il s'agit de décrire objectivement un processus historique et d'en rechercher la causalité politique. Le livre ne fait pas appel à l'émotion, mais à la connaissance et à la raison. Sa devise implicite n'est pas « Indignez-vous ! », mais « Informez-vous ». Informez-vous sur les faits réels, sur leur enchaînement,

et réfléchissez pour analyser leurs causes, les motivations à court terme de leurs acteurs immédiats et les processus historiques à long terme qui s'y sont concrétisés.

Le titre indique aussi des repères chronologiques : 1986-2013. Il déborde donc largement, des deux côtés, la stricte période des affrontements militaires, de 1991 à 2001 : guerres de Slovénie, puis de Croatie, puis de Bosnie, puis du Kosovo, enfin bref conflit en Macédoine. Ces dix années sanglantes sont les seules où l'ex-Yougoslavie a retenu l'attention de l'opinion mondiale (très faiblement dans le cas du dernier épisode, macédonien, où heureusement les acteurs internationaux, pour une fois, réagirent vite et efficacement ; l'auteur a bien raison d'y consacrer un chapitre entier, précis et éclairant : il faut parler aussi des trains qui arrivent à l'heure). La Yougoslavie était méconnue du grand public avant ces dates, ses États successeurs sont retombés dans l'oubli après. Dans le livre de Lukic, cette décennie guerrière tient bien entendu une place centrale. Et pourtant elle ne représente qu'un tiers de l'ouvrage, la deuxième de ses trois parties. Cet élargissement de la perspective à l'avant et à l'après est tout à fait justifié.

L'avant-1991 est primordial. Ceux qui veulent empêcher l'opinion de comprendre (ils sont nombreux) ont intérêt à laisser croire que tout a commencé avec les premières proclamations d'indépendance, qui, en juin 1991, seraient survenues comme un coup de tonnerre dans un ciel serein. Ce n'est jamais vrai en histoire, tout événement a des antécédents et des causes. Le livre comporte deux chapitres préliminaires qui replacent la crise yougoslave dans le contexte d'évolutions plus larges : celle des rapports entre État et nation en Europe centrale et orientale depuis deux cents ans, et celle des trois fédérations communistes du xx^e siècle : URSS, Tchécoslovaquie et Yougoslavie. L'année 1986, mentionnée dans le titre, est celle où la stagnation de ces régimes est ébranlée. À Moscou, Gorbatchev a mis en branle la *perestroïka*. En Yougoslavie, tandis que quatre républiques (dont la Croatie et la Bosnie) continuent à stagner, deux autres se mettent en mouvement pour s'éloigner du « totalitarisme fédéralisé » (terme de Vaclav Havel), mais dans des directions opposées. L'une, la Slovénie, rejette le totalitarisme ; l'autre, la Serbie, s'en prend à la fédéralisation ; l'une va donc vers la démocratie, l'autre vers un nationalisme exclusif. Là, dans la république la plus peuplée, c'est d'abord le *Mémoire* de l'Académie serbe (1986) qui met en cause publiquement la décentralisation titiste, puis le « putsch » de Milošević (1987) par lequel le Parti communiste serbe fait siens des objectifs nationalistes que jusque-là il combattait. À partir de ce revirement, tout s'enchaîne. Cette évolution du peuple le plus nombreux paraît menaçante à tous les autres, le nationalisme est contagieux,

aucun des peuples yougoslaves ne peut plus y échapper, la fédération ne peut plus vivre, elle « agonise ». Quatre ans après, au terme d'un cheminement inexorable dont le livre suit toutes les étapes, les armes parleront.

L'après-2001 n'est pas moins important, même si, depuis le changement de millénaire, les médias mondiaux ont gardé le silence sur les Balkans. Cette période occupe le dernier tiers du livre, et le titre le dit puisqu'il mentionne *la création de sept États successeurs*. Sont désormais indépendantes les six anciennes républiques yougoslaves (proclamations d'indépendance échelonnées de 1991 à 2006), plus, depuis 2008, le Kosovo, ancienne « province autonome ». Chacun de ces États vit sa vie, a ses propres problèmes, y compris sa propre relation à l'Europe. Cette troisième partie est encore plus neuve que les précédentes, parce qu'elle parle de réalités encore peu étudiées, et qu'elle intègre dans une vision synthétique un présent que l'actualité nous livre en désordre, ou plus souvent encore nous dissimule. On a bien peu parlé au dehors de l'évolution ondoyante, mais pacifique, du Monténégro vers une indépendance obtenue sans guerre, que pourtant les grandes puissances ont cherché vainement à empêcher, de la reprise si difficile du dialogue entre Serbie et Croatie et des menaçantes contradictions qui minent la Bosnie d'après Dayton. On trouvera tout cela et bien d'autres choses vers la fin de ce livre.

Mais, en survolant de si haut l'ouvrage, on ne peut que le mutiler. Car il a le mérite de n'arriver aux grandes conclusions synthétiques que par une analyse minutieuse du détail des faits, établis avec la plus grande rigueur.

Il est inutile de s'attarder sur l'immense richesse de la documentation, depuis les sources primaires, les rares archives déjà accessibles, jusqu'aux ouvrages universitaires, en passant par les témoignages, les mémoires, la presse, les sites Internet, dont celui du Tribunal pénal international de La Haye; le tout issu de tous les pays, écrit dans des langues multiples et utilisé de façon judicieuse et critique.

Une première exigence de toute recherche historique sérieuse est satisfaite ici, c'est le respect de la chronologie, auquel manquent volontiers tant de reconstructions ambitieuses. Ici, non seulement le livre se termine par une « chronologie » de trente pages, mais dans le texte lui-même, à chaque pas, pour chaque épisode, des dates précises sont données, la succession exacte des faits est établie. Une question en particulier préoccupe l'auteur : de quelles informations disposait tel dirigeant politique quand il a pris telle décision ? Par exemple : le massacre perpétré par les forces serbes à Prekaz, au Kosovo, le 5 mars 1998, aurait-il eu lieu sans les paroles

imprudentes d'un diplomate américain qui, en visite en Serbie quelques jours plus tôt, avait parlé d'« actes terroristes » à propos de l'UÇK, semblant ainsi encourager la répression ? On lira de même des analyses minutieuses de la chaîne des décisions qui ont précédé la proclamation des indépendances slovène et croate, des tendances qui se sont combattues au sein des cercles dirigeants de Washington depuis l'accession à la présidence de Bill Clinton (début 1993) jusqu'aux actions militaires et diplomatiques américaines aboutissant aux accords de Dayton (fin 1995), des péripéties qui ont marqué la montée en puissance de l'UÇK (1996-99) et des raisons qui ont amené Milošević à céder au Kosovo (juin 1999). Des analyses de ce genre remplissent le livre, elles concernent tous les camps engagés dans les conflits yougoslaves et tous les grands acteurs internationaux, aux premiers rangs desquels les États-Unis, acteur décisif dont chaque louvoiement est lourd de conséquences. Elles rendent lumineux l'enchaînement d'événements qui au premier abord semblent chaotiques.

Un autre domaine où ce livre ne cède jamais rien sur la précision, c'est la définition des concepts et la terminologie politique et juridique. On sait quelle cacophonie règne généralement en cette matière, spécialement à propos des Balkans, et combien cette confusion est propice aux manipulations. On voit le plus souvent s'additionner les malentendus mondiaux, basés sur des traditions juridiques et des expériences politiques différentes, par exemple entre le droit de l'Europe continentale et celui des pays anglophones, ou entre les conceptions dites « française » et « allemande » de la nation, et les incompréhensions locales, qui font que chaque peuple balkanique, enfoncé dans ses certitudes, nomme à sa façon ses propres réalités, exaltées, et celles du voisin, rabaisées. Non seulement le « patriote » de l'un est le « terroriste » de l'autre, traité selon les cas d'*oustachi*, de *tchetnik*, de *moudja*, mais encore bien d'autres mots d'apparence plus innocente sont connotés de la même façon. Nommer, c'est souvent choisir son camp. Comment échapper à ce piège dont beaucoup de ceux qui écrivent sur ces sujets n'ont pas conscience ? En définissant avec précision et en veillant à la cohérence. C'est ce que fait Renéo Lukic. On notera la rigueur qu'il apporte dans l'emploi de termes comme « État », « nation », « peuple » et la classification qu'il propose à partir de là des divers types d'États. On saluera son souci de toujours reproduire la terminologie exacte utilisée dans les documents, officiels ou non, de toute provenance, quitte à en faire la critique, et de détailler minutieusement les clauses de tous les accords signés, même ceux qui furent aussitôt violés. Et l'on ne pourra qu'approuver son décryptage de certains termes, par exemple celui de « frontières administratives » appliqué aux frontières entre les républiques yougoslaves.

Cette expression, lancée par la propagande serbe au début des conflits, et reprise aussitôt par certains dirigeants français (François Mitterrand, Roland Dumas), témoigne d'une incompréhension profonde de ce qu'est une fédération. Cette ignorance est habituelle dans la France jacobine, pour qui même les réalités suisses restent un mystère ; elle était affectée et volontaire dans une Yougoslavie qui était fédérale depuis près d'un demi-siècle et ne pouvait cesser de l'être sans périr.

Il est en revanche un type d'explication auquel l'auteur s'interdit de recourir. Il n'invoque jamais les prétendues haines séculaires, la mémoire d'un passé lointain, d'un royaume d'autrefois, d'une tradition historique, d'une défaite à venger, tous ces facteurs que les diverses propagandes brandissent sans cesse. La seule causalité qu'il reconnaît est politique et contemporaine. Tout le reste est du domaine du mythe historique, de manipulations de l'opinion qu'il démonte fort bien.

Il est paru sur les affaires yougoslaves bien des écrits engagés en faveur d'un camp ou d'un autre. D'un historien, on attend avant tout qu'il soit impartial. Lukic l'est-il ? Aux yeux de certains, l'impartialité consisterait à renvoyer dos à dos tous les protagonistes, à les juger tous également responsables des malheurs survenus, tous coupables de crimes équivalents. Traduit en « politiquement incorrect », cela donne « tous des sauvages ». Telle est l'attitude et sans aucun doute aussi l'arrière-pensée qui, au cours des guerres yougoslaves, ont inspiré très longtemps ceux qu'on désignait alors par le pseudonyme collectif de « communauté internationale ». C'était l'époque où la mission des Casques bleus était avant tout de *ne pas* protéger les victimes, comme on l'a vu à Srebrenica et ailleurs. Cette impartialité-indifférence est facile, elle est donnée a priori. Pour l'adopter, on n'a pas besoin de connaître les faits, donc pas besoin d'historiens. Elle est soeur jumelle de la partialité, si fréquente chez les protagonistes de ce genre de conflit, qui elle aussi est une position adoptée a priori et indifférente aux faits. Tant de ressortissants de l'ex-Yougoslavie expliquent le présent uniquement par un passé lointain et sont donc persuadés qu'on pouvait désigner les coupables futurs avant même que les crimes ne soient commis ! Ces deux attitudes sont également le fruit de la paresse intellectuelle qui, dans un conflit comme ceux des Balkans, pousse tout naturellement les habitants des pays concernés vers la partialité nationale et ceux du reste du monde vers la fausse impartialité faite d'ignorance et de mépris.

Échapper à ces deux écueils, tel est justement le rôle de l'historien : établir d'abord les faits et les relier entre eux sans aucun a priori, jusqu'à en dessiner une vue d'ensemble cohérente et exacte. Cette recherche abou-

tira-t-elle à une répartition égale des responsabilités ? C'est une possibilité parmi d'autres, mais pas la plus probable. Il sera naturel qu'on découvre souvent une répartition inégale, mais cette conclusion aura été obtenue a posteriori, à partir des faits. C'est là la véritable impartialité, celle de l'historien, et c'est celle que pratique Renéo Lukic dans ce livre.

Oui, dans un conflit de ce genre, tous les peuples sont également victimes, et toutes les victimes également respectables. Les exactions des uns, même antérieures, même plus massives, n'excusent jamais les exactions des autres. Aucune ne doit être passée sous silence, ni non plus être exagérée, déformée. Tout cela fait partie de l'établissement des faits. Mais, quand on a démêlé l'écheveau des causes, alors il est naturel qu'une hiérarchie apparaisse, qu'une explication soit reconnue vraie et d'autres fausses. Nous l'avons vu, la reconstruction par Lukic de la fin de la fédération yougoslave est diamétralement opposée à la vision véhiculée à l'époque par la propagande serbe, dont il n'a pas de mal à montrer l'inanité. Non, il n'y a eu nulle part de complot malveillant ourdi contre l'État fédéral : ni dans aucune des autres républiques yougoslaves, qui toutes se satisfaisaient plus ou moins du *statu quo* post-titiste, ni dans aucune des capitales étrangères, où nul n'avait intérêt à l'éclatement du pays. C'est de la Serbie qu'est partie la contestation de l'équilibre instauré par la constitution de 1974, c'est de Belgrade que lui ont été portés les premiers coups, c'est là aussi qu'a été à plusieurs reprises fait le choix de l'option militaire, à laquelle aucun des autres protagonistes ne s'était préparé. C'est du côté serbe qu'ont été, tout au long de cette décennie, exercées les plus grandes violences.

Mais cette analyse (assez généralement admise aujourd'hui) n'implique aucune partialité anti-serbe. L'auteur sait noter par exemple que, dans les années 1970 (donc peu avant la mort de Tito), « par rapport au néostalinisme qui régnait en maître en Croatie et en Bosnie-Herzégovine, la Serbie (Belgrade) [...] semblait être un havre de liberté ». Il met en lumière l'action de l'« autre Serbie », ces Serbes qui cherchaient à s'opposer à la politique guerrière de leurs dirigeants. Surtout, il fait une critique impitoyable de la politique suivie par le président croate Franjo Tudjman, qui n'a pas su prendre les mesures nécessaires pour intégrer les Serbes de Croatie dans l'État croate, ce qui aurait peut-être évité leur insurrection, et qui plus tard s'est engagé dans une politique suicidaire de partage de la Bosnie, foulant aux pieds le principe de conservation des frontières qui était la seule sauvegarde de la Croatie elle-même. Lukic écrit : « Si la Serbie a été le prédateur qui a enclenché les guerres en ex-Yougoslavie, la Croatie a pour sa part joué en Bosnie-Herzégovine le rôle de la hyène, certes avec incompetence, mais aussi avec une déplorable cohérence. » Il ne cache pas

la responsabilité du gouvernement bosniaque dans l'abandon de Srebrenica. Il sait aussi montrer le danger des projets nationalistes albanais de « Grande Albanie » ou « Grand Kosovo », qui ont failli détruire l'État macédonien. Enfin, puisqu'une grande part du livre est consacrée à la politique suivie devant ces conflits par les grandes puissances, il met en évidence les absurdités, les inconséquences, les faiblesses de cette politique, qui a attendu si longtemps avant d'intervenir franchement dans le conflit pour le faire cesser. Il critique vertement certains de ses responsables, comme l'Américain George Bush (père) et le Français François Mitterrand.

On voit par là que l'impartialité n'empêche pas, après examen des faits, des prises de position résolues ; de même que la discrétion sur les violences et les massacres, toujours présentés brièvement, sous forme statistique et non émotionnelle, ne signifie pas indifférence, tout au contraire. La sobriété n'est-elle pas plus efficace que l'étalage rhétorique ? Une fois informé, le lecteur s'indignera bien plus profondément que si on lui avait simplement crié : « Indignez-vous ! »

Que dire de plus ? Quelle chance que ce livre soit écrit justement en français, alors que notre langue subit dans le monde un si rude déclin ! Ce livre est tellement riche de faits que, quoi qu'on dise à son sujet, on aura toujours l'impression d'avoir manqué l'essentiel. À cela, un seul remède : lisez-le.

Paul Garde

REMERCIEMENTS

Je tiens à remercier le D^r Berna Günen d'avoir écrit le chapitre «La Bosnie-Herzégovine post-Dayton». M^{me} Günen a été une collaboratrice précieuse tout au long de la rédaction de ce livre.

Je remercie vivement mon éditeur, M. Denis Dion, qui a déjà publié trois de mes livres.

Malgré toute l'aide reçue au cours de la rédaction de ce livre, toute erreur demeure mon entière responsabilité.

Québec, septembre 2013

INTRODUCTION

Ce livre constitue la suite de notre livre *L'Agonie yougoslave*, paru en 2003. Dans ce livre nous avons démontré que le début du processus de la désintégration de la Yougoslavie a commencé en 1986-1987 avec l'accession au pouvoir du dirigeant serbe Slobodan Milošević. L'arrivée au pouvoir de Milošević en Serbie, la plus grande des républiques de l'État yougoslave, signifia une rupture catastrophique par rapport à la continuité temporelle et spatiale de l'État yougoslave. La lente décomposition de l'État yougoslave que nous avons appelée l'agonie yougoslave a commencé après la parution en 1986 du Mémorandum de l'Académie des arts et des sciences de Serbie (SANU¹), la feuille de route du projet nationaliste serbe, et l'arrivée au pouvoir d'une élite politique qui cherchait une nouvelle structure étatique pour les peuples serbe et monténégrin, en rupture avec la Yougoslavie fédérale établie sur les bases de la constitution de 1974. L'accélération de la désintégration de l'État yougoslave a coïncidé avec la consolidation du pouvoir de Milošević en Serbie en 1989-1990. Elle a franchi un nouveau pas en 1990-1991 avec les guerres en Slovénie et Croatie et pris fin, selon notre lecture de l'histoire politique de cet État, en 2008, avec la création du Kosovo, le dernier État successeur de la République fédérale socialiste de Yougoslavie (RFSY). Ce fut donc une longue agonie qui a duré plus de vingt ans. Nous supposons que la Voïvodine, la province autonome de la RFSY jusqu'en 1991, et à l'heure actuelle une région faisant partie de la Serbie, ne cherchera pas l'indépendance, mais acceptera une autonomie politique à l'intérieur de l'État serbe.

1. Le Mémorandum de la SANU a été traduit en français par Muriel Ecuier et publié en France dans les pages de la revue *Dialogue*, n^{os} 2-3 (supp.), septembre 1992, p. 3-27.

Ce livre se veut à la fois une histoire politique de la désintégration de la RFSY et l'histoire de la formation de sept États successeurs de la RFSY. Au cœur de cette histoire se trouve le comportement des élites politiques et culturelles *nationales*, puisque les élites yougoslaves ont été rapidement marginalisées, et la poursuite de leurs projets politiques mégalomanes, à savoir la construction de la « Grande Serbie » (1989-1995), de la « Grande Croatie » (1993-1994) et de la « Grande Albanie » (2000-2001). D'autres thèmes liés à la décomposition de cet État multinational et multiculturel sont aussi abordés dans ce livre, soit l'éclatement et le déroulement des guerres de succession yougoslaves, cinq au total, l'émergence de nouveaux États et leur entrée sur la scène internationale, de même que leurs intégrations dans les organisations internationales, notamment l'OTAN et l'Union européenne. Nous accordons aussi une attention particulière au rôle joué par les États-Unis et, dans une moindre mesure, par l'Union européenne dans la gestion des conflits dans les Balkans durant les années 1990. Ces thèmes sont traités dans treize chapitres, regroupés en trois grandes parties.

Tout d'abord, le premier chapitre présente une synthèse historique de la formation des États-nations en Europe centrale et orientale. Ces pages rappellent aux lecteurs moins familiers avec l'histoire de l'Europe du Sud-Est que le processus de construction des États-nations dans cette région de l'Europe, qui a connu une accélération marquée durant la dernière décennie du XX^e siècle, remonte en fait au XIX^e siècle et ne peut véritablement se comprendre que par un examen attentif des expériences collectives que les peuples de l'Europe centro-orientale ont vécu dans des structures politiques aussi différentes que l'Empire, l'État multiethnique et l'État-nation. Le traitement des idéologies nationales – la longue durée de l'histoire politique – dans ce chapitre nous a permis de lier la période à l'étude (1986-2013) aux étapes cruciales du processus de construction des États-nations en Europe du Sud-Est aux XIX^e, XX^e et XXI^e siècles. Dans les deux autres chapitres qui complètent la première partie du livre, l'accent a été mis, dans une perspective comparative, sur les causes politiques et historiques de la désintégration des fédérations communistes (l'Union soviétique et la Tchécoslovaquie) et plus particulièrement sur le cas de la Yougoslavie.

Le trait marquant de la désintégration yougoslave, ce qui la distingue de celles de la Tchécoslovaquie et de l'URSS, se trouve dans les guerres qui l'ont accompagnée. Mis à part la guerre en Slovénie, lancée à l'initiative du haut commandement de l'Armée populaire yougoslave (APY), les trois autres guerres – en Croatie, en Bosnie-Herzégovine et au Kosovo –,

qui rendirent la dissolution de la Yougoslavie si sanglante, ont toutes été planifiées et conduites par Milošević et son régime. Les guerres en Croatie et en Bosnie-Herzégovine ont été conjointement menées par l'APY – qui est devenue en avril 1992 l'Armée yougoslave (VJ) –, la Défense territoriale et les unités paramilitaires formées en Croatie et en Bosnie-Herzégovine par les dirigeants serbes de ces républiques. La quatrième guerre, celle du Kosovo, a par contre été dirigée par l'Armée yougoslave (VJ) et la police serbe. La cinquième, qui a éclaté en Macédoine en 2001, a débuté après la chute de Milošević et a été conduite par des insurgés albanais recrutés en Macédoine, au Kosovo et au sein de la diaspora albanaise de l'Europe occidentale. Les guerres de succession yougoslaves furent des guerres entre des nations en quête d'État. L'analyse de celles-ci, de leurs causes et des réactions qu'elles ont provoquées au sein de la communauté internationale, forme le cœur de la deuxième partie du livre.

Dans les troisième et quatrième chapitres, nous avons voulu montrer comment le régime de Milošević a pu mobiliser les Serbes partout en Yougoslavie, en faisant appel au nationalisme ethnique, et les convaincre de partir en guerre pour créer la « Grande Serbie ». Le refus de la Serbie de faire toute concession pour réorganiser l'État fédéral et l'alignement des généraux serbes sur les positions de Milošević ont amené l'APY, dorénavant au service de la Serbie-Monténégro, à attaquer la Slovénie et la Croatie durant l'été 1991. Les guerres en Slovénie et en Croatie furent donc, pour emprunter la formule classique de Clausewitz, « la poursuite de la politique par d'autres moyens ».

À la veille de la guerre en Croatie, la Serbie de Milošević répétait de façon incessante aux dirigeants occidentaux qu'elle souhaitait défendre l'intégrité territoriale et politique de la Yougoslavie, menacée par les « sécessionnismes croate et slovène ». En aucun cas Milošević n'a signalé aux négociateurs européens ou américains sa volonté de créer une « Grande Serbie² », ce qui était pourtant l'objectif véritable des campagnes militaires. Les élites politiques serbes présentèrent plutôt la guerre en Croatie à leurs interlocuteurs de la communauté internationale comme une guerre civile fomentée par les Croates, qui étaient par ailleurs tous identifiés comme des

2. La « Grande Serbie » était d'abord, pour les élites serbes qui préparaient les guerres en dehors de la Serbie, une représentation spatiale. L'objectif de ces derniers était de tracer la frontière septentrionale de la « Grande Serbie » en coupant le territoire de la Croatie selon la ligne Karlobag-Virovitica-Karlovac.

oustachis³. Or, cette représentation était un détournement de sens. L'enjeu véritable de la guerre, la conquête du territoire, fut cachée derrière les représentations de l'autre – qu'il soit Croate, Bosniaque ou Albanais du Kosovo – désigné par les élites serbes comme étant à la source de la guerre. Ainsi, si le Croate devint «oustachi», le Bosniaque, lui, fut représenté comme un «Balija», ou un «Turc» et l'Albanais du Kosovo comme un «Shiptar», tous des termes hautement péjoratifs dans le jargon yougoslave, mais néanmoins constamment employés par les dirigeants serbes.

Le Croate fut donc représenté en tant qu'oustachi, c'est-à-dire comme un nationaliste pervers en train d'exterminer pour une deuxième fois, comme au temps de la Deuxième Guerre mondiale, la communauté serbe de Croatie. La nation croate fut déclarée «naturellement» génocidaire par les élites serbes et, pour cette raison, la guerre de 1991 présentée comme une guerre de mémoire et de vengeance contre les Croates responsables de Jasenovac et des massacres perpétrés contre les Serbes entre 1941 et 1945⁴. À l'opposé, le fait que les Croates aient désigné les combattants serbes comme des «Tchetniks» a aussi contribué à faire croire aux observateurs étrangers que la guerre serbo-croate des années 1990 n'était que la continuité de la Deuxième Guerre mondiale. En 1995, l'historien français d'origine croate Mirko Grmek a expliqué d'une façon remarquable comment le recyclage des mythes historiques associés à la Seconde Guerre mondiale a provoqué ce faux raisonnement au sein des chancelleries occidentales, tout en favorisant les objectifs guerriers des élites politiques serbes :

[...] le recours à l'histoire mythique est l'un des leviers dont se sont servis ceux qui ont fomenté la guerre actuelle dans l'ex-Yougoslavie. [...] Les souvenirs des atrocités commises des deux côtés lors de la Seconde Guerre mondiale sont manipulés et transformés de demi-vérités en nouveaux mythes historiques («tous les Croates sont des oustachis»; «les Croates sont un peuple génétiquement génocidaire»; «ils ont tué un million de Serbes, dont 700 000 dans le camp de Jasenovac») charriant des peurs irrationnelles et incitant aux pires réactions de vengeance. La guerre de conquête exige

-
3. Durant la Deuxième Guerre mondiale, les oustachis (ustaše en serbe et en croate), nationalistes croates, furent les alliés de l'Allemagne nazie. Ils créèrent l'État indépendant croate (Nezavisna Država Hrvatska, NDH) qui dura du 10 avril 1941 au 8 mai 1945.
 4. Jasenovac était un camp de concentration en Croatie durant la Deuxième Guerre mondiale. Il est aujourd'hui le principal lieu de mémoire rappelant le génocide perpétré par les oustachis contre les Serbes, les Juifs et les Croates antifascistes. Le nombre total des victimes de Jasenovac culmine à 83 145 dont 47 627 sont des Serbes, <http://www.jusp-jasenovac.hr/Default.aspx?sid=6284>.

maintenant que, en poussant le mythe à ses ultimes conséquences, le nettoyage ethnique soit parachevé par le mémoricide, la destruction systématique de toutes les traces de l'existence antérieure de l'autre sur les terres conquises⁵.

La même lecture fut ensuite imposée par les élites serbes en Bosnie-Herzégovine. L'ennemi, cette fois, n'était plus le oustachi, mais le « Baliija » ou le « Turc », deux noms péjoratifs qui avaient été utilisés pendant la Deuxième Guerre mondiale par les Tchetsniks pour dénigrer les Musulmans et qui furent repris par les troupes serbes lors de la guerre en Bosnie (1992-1995). Il en alla de même pour l'Albanais du Kosovo, auquel on faisait référence en tant que « Shiptar » ou « Ballist », cette dernière désignation péjorative faisant référence aux Albanais qui, toujours durant la Deuxième Guerre mondiale, combattirent dans les rangs du Balli Kombëtar contre les Tchetsniks et les partisans de Tito⁶. La résurgence de ces identifications dépréciatives fit en sorte que plusieurs analystes occidentaux déclarèrent que les origines des guerres en ex-Yougoslavie durant les années 1990 se trouvaient dans les « haines ancestrales » qui déchiraient les nations des Balkans⁷.

-
5. Mirko D. Grmek, « Le rôle de l'histoire mythique dans les revendications nationales des Croates et des Serbes », dans *De Russie et d'ailleurs : feux croisés sur l'histoire (Mélanges Marc Ferro)*, Paris, Institut d'études slaves, 1995 ; et repris dans Mirko D. Grmek, *La guerre comme maladie sociale et autres textes politiques*, édition établie, commentée et annotée par Louise L. Lambrichs, Paris, Seuil, 2001, p. 94.
 6. Le Balli Kombëtar (Front national) a été fondé en novembre 1942 en Albanie. Organisation politique anticommuniste, le Balli Kombëtar s'oppose alors au Front de libération nationale d'obédience communiste fondé en septembre de la même année. Bien que possédant des groupes armés, le Balli Kombëtar participa somme toute assez peu aux combats et collabora avec l'occupant italien. Voir Michel Roux, *Les Albanais en Yougoslavie : minorité nationale, territoire et développement*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 1992, p. 231 et suivantes.
 7. L'auteur qui, durant la décennie 1990-2000, a propagé cette thèse avec le plus de succès fut Robert D. Kaplan, par son livre *Balkan Ghosts* (New York, St. Martin's Press, 1993). Le président Clinton a reconnu à plusieurs reprises que le livre de Robert Kaplan a eu une influence considérable sur lui et sur la politique de son administration en Bosnie. Il n'est pas exagéré de dire que la politique américaine à l'égard de la Bosnie, durant la période 1992-1995, qu'on pourrait qualifier de « laisser-aller », fut déterminée en partie par les thèses de Kaplan. Dans son livre, Kaplan affirme que les conflits ethniques en ex-Yougoslavie sont le résultat de haines ancestrales et que l'intervention d'un État tiers ou de la communauté internationale est d'avance vouée à l'échec. Il est intéressant de noter que le président Clinton a reconnu que les thèses de Kaplan et les prescriptions qui en découlent se sont révélées fausses. En s'adressant à un groupe d'anciens combattants au mois de juin 1999,

Puisque les Croates sont en grande majorité catholiques et que les Serbes, pour la plupart, sont orthodoxes, la guerre en Croatie fut aussi faussement associée à une guerre de religion. Le nombre d'églises catholiques, puis orthodoxes, qui furent détruites durant les combats permit aux observateurs plus ou moins attentifs d'en arriver à cette autre lecture du conflit⁸. En Bosnie-Herzégovine, la propagande serbe fit des pieds et des mains pour convaincre les médiateurs internationaux et l'opinion publique européenne que la guerre était contre l'islam militant des Bosniaques, donc une guerre opposant l'orthodoxie et l'islam⁹. La communauté internationale a retenu ces représentations des guerres en Croatie et en Bosnie. Plus tard, ces mêmes images ont été associées à la guerre au Kosovo. La principale cause de la guerre, la conquête du territoire, fut donc reléguée à l'arrière-plan au profit d'explications mettant l'accent sur les conflits identitaires, considérés comme le ferment des hostilités et de la violence. Une *guerre de conquête préméditée*, menée sur quatre fronts (Slovénie, Croatie, Bosnie-

le président Clinton souligna : « Il y a ceux qui disent que l'Europe et ses alliés américains ne doivent pas se mêler dans les conflits ethniques dans les Balkans. Selon certains, ces conflits sont le résultat inévitable d'animosités vieilles de plusieurs siècles, qui ont été déclenchées par la fin des contraintes de la Guerre froide en Yougoslavie et ailleurs. J'ai moi-même tenu ces propos, à une ou deux occasions, et je le regrette maintenant plus que je ne puis le dire... Nous ne faisons aucune faveur, ni à nous ni au reste du monde, quand nous justifions notre passivité devant ce genre de massacres en simplifiant à outrance et en diabolisant de façon commode l'ensemble des Balkans en prétendant que ces peuples sont incapables de comportements civilisés les uns avec les autres. » Propos cités par Roger Cohen, « Madeleine Albright's Foreign Past and America's Foreign Policy – Memory Goes to War », *The New Republic*, 12 juillet 1999, p. 34. Les dirigeants américains ont finalement compris, après quelques années d'apprentissage, que les haines ancestrales n'étaient pas à l'origine des conflits en ex-Yougoslavie, mais que ceux-ci étaient plutôt le résultat de la volonté des ultranationalistes serbes, ayant à leur tête Milošević, de créer une « Grande Serbie ».

8. À ce sujet, voir le livre de François Chaslin, *Une haine monumentale : essai sur la destruction des villes en ex-Yougoslavie*, Paris, Descartes et cie, 1997, 115 p.
9. La Commission d'État chargée d'enquêter sur les crimes de guerre commis en Bosnie-Herzégovine entre 1992 et 1995 a recensé que 917 monuments historiques de la communauté bosniaque (mosquées et autres lieux de mémoire de la communauté religieuse) ont été complètement détruits et que 731 ont été légèrement endommagés. Trente-quatre monuments de l'Église orthodoxe furent aussi détruits, tout comme 311 appartenant à l'Église catholique et sept à la communauté juive de Bosnie-Herzégovine. Voir l'entrevue avec Mirsad Tokača, secrétaire de la Commission d'État chargée d'enquêter sur les crimes de guerre commis en Bosnie-Herzégovine, « Lice surovog rata » (Le visage cruel de la guerre), *Monitor* (Podgorica), n° 647, 14 mars 2003.

Herzégovine et Kosovo) pour la création de la « Grande Serbie », fut donc désignée comme une guerre civile incompréhensible par de nombreux observateurs européens et américains.

Le cinquième chapitre du livre est entièrement consacré à la guerre en Bosnie-Herzégovine qui, entre 1992 et 1995, a mis ce pays à feu et à sang. La guerre de Bosnie-Herzégovine a sans contredit marqué les esprits en Occident, puisqu'elle a illustré l'incapacité de la communauté internationale à arrêter, dès le début du conflit, l'épuration ethnique et les violations massives des droits de l'homme qui atteignaient alors un niveau qui n'avait pas été vu en Europe depuis la Deuxième Guerre mondiale. Ce chapitre se veut une modeste contribution à une littérature scientifique déjà volumineuse qui rejette l'explication voulant que la guerre en Bosnie-Herzégovine, cette petite Yougoslavie, ait été inévitable et provoquée par des haines ethniques ancestrales. En France, dès 1991, c'est l'image des « tribus pré-modernes » aux mentalités collectives imprégnées d'une violence endémique, dérangeant par conséquent la construction européenne, qui domina les premières représentations des conflits yougoslaves. Ces images stéréotypées furent entre autres mises en circulation par le président français François Mitterrand. Pourtant, comme nos recherches le montrent, la guerre en Bosnie-Herzégovine a au contraire été le résultat d'une politique délibérée de conquête territoriale mise en œuvre par les élites politiques serbes dès la fin de l'année 1990, celles-ci ayant été secondées dans cette entreprise par les dirigeants croates de l'Herzeg-Bosna à partir de 1993. Slobodan Milošević et ses acolytes, tout aussi bien à Belgrade qu'en Bosnie (Radovan Karadžić, Biljana Plavšić et Nikola Koljević), apparaissent encore une fois comme les principaux responsables de cette guerre. Toutefois, nous avons aussi porté une attention particulière au rôle joué par les dirigeants de la Croatie, notamment au président Franjo Tuđman et à son proche entourage, dans le dépècement de la Bosnie-Herzégovine. Nous espérons que notre analyse de la guerre en Bosnie fera prendre conscience qu'elle ne fut pas une guerre civile, comme les médias et les dirigeants occidentaux l'ont souvent répété, parfois pour tuer dans l'œuf toute idée d'intervention, mais qu'elle était bel et bien une guerre d'agression dirigée contre un État dûment reconnu par la communauté internationale.

Définir la guerre en Bosnie comme une guerre civile (en d'autres mots, une guerre sans agression extérieure), alors qu'au contraire elle a été une guerre d'agression préméditée qui a tourné au génocide (Srebrenica), fut une grave imposture de la part des dirigeants occidentaux, légitimée ensuite par une pléthore d'analyses académiques. Déjà, au printemps 1992, quelques semaines après le début de la guerre en Bosnie-Herzégovine et

bien avant la chute de Srebrenica, il y avait suffisamment d'indices pour qualifier cette guerre comme étant une succession de massacres génocidaires dirigés principalement contre les Bosniaques et les Croates. Cette analyse, les journalistes Roy Gutman du *Newsday* et Ed Vulliamy du *Guardian* l'ont faite dans leurs écrits dès le début de l'été 1992¹⁰, tout comme certains diplomates du département d'État américain en 1992 et 1993. En France, Jean Hatzfeld de la *Libération* et Yves Heller du *Monde* ont révélé au public français, presque au même moment, l'ampleur et la nature meurtrière de l'épuration ethnique pratiquée par les Serbes en Bosnie. Il a pourtant fallu attendre le jugement du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY), qui a condamné en août 2001 le général Radislav Krstić, chef d'état-major et commandant en second du Corps de la Drina de l'Armée de la République serbe (VRS), pour génocide en raison de sa responsabilité personnelle dans les massacres qui ont suivi la chute de Srebrenica en juillet 1995, pour que l'ambiguïté entourant la nature de la guerre en Bosnie-Herzégovine soit finalement levée¹¹. À la fin de 2012, le TPIY a condamné le général serbe Zdravko Tolimir à la réclusion à perpétuité pour son rôle dans le génocide à Srebrenica. Ancien adjoint des services de renseignement de l'état-major de la VRS et bras droit de Ratko Mladić, Zdravko Tolimir avait été mis en accusation par le TPIY le 10 février 2005, entre autres pour génocide et crimes de guerre commis à Srebrenica à l'été 1995. Après avoir échappé à la justice pendant plus de deux ans, Tolimir fut arrêté le 31 mai 2007 à la frontière entre la Bosnie et la Serbie. Tolimir a été condamné le 12 décembre 2012 à l'emprisonnement à vie pour génocide, complicité de génocide, crimes contre l'humanité et crimes de guerre commis en 1995 après la chute des enclaves de Srebrenica et de Žepa. L'affaire est actuellement en appel.

Tout au long des chapitres 3, 4 et 5, nous avons insisté sur la responsabilité politique écrasante qui incombe à Milošević, et aux élites politiques

10. Roy Gutman, *A Witness to Genocide*, New York, Macmillan, 1993 (traduction française parue sous le titre *Témoin du génocide*, Paris, Desclée de Brouwer, 1994); Ed Vulliamy, *Seasons in Hell. Understanding Bosnia's War*, New York, St. Martin's Press, 1994.

11. «Prosecutor vs. Radislav Krstić – Judgement», Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, 2 août 2001, peut être consulté à l'adresse Internet <http://www.icty.org/x/cases/krstic/tjug/en/krs-tj010802e.pdf>. Krstić fut condamné par la Chambre de première instance du TPIY à quarante-six ans de prison pour avoir participé au génocide à Srebrenica à l'été 1995. Le 19 avril 2004, la Chambre d'appel a réduit la sentence de Krstić à trente-cinq ans de prison pour complicité de génocide à Srebrenica.

serbes et monténégrines qui l'ont soutenu, dans la désintégration violente de la Yougoslavie. La mise en cause directe de Milošević et de ses proches collaborateurs au cours de la phase terminale de la désintégration de la fédération (1991-1992) trouve des appuis dans les écrits et les témoignages de quelques alliés politiques de Milošević qui, pendant quelques années, ont parcouru le même chemin que lui. Ces anciens partenaires de Milošević ont décidé, après avoir rompu avec lui ou suivant la défaite des projets politiques qu'ils appuyaient, de parler ouvertement des objectifs politiques et militaires qu'ils ont poursuivis alors qu'ils occupaient des postes clés dans l'appareil d'État serbe, au niveau fédéral, ou encore dans les structures des para-États que formaient la Krajina (en Croatie) et la République serbe de Bosnie-Herzégovine. Ces hauts dirigeants sont Veljko Kadijević, ancien ministre de la Défense de la République socialiste fédérative de Yougoslavie (RSFY), et Borisav Jović, représentant de la Serbie au sein de la présidence collective de la RSFY en 1990 et 1991. Dans leurs livres, publiés en 1993 dans le cas de Kadijević et en 1995 dans celui de Jović, ils ont clairement indiqué pourquoi et à l'instigation de qui la force a été utilisée contre la Slovénie, la Croatie et la Bosnie-Herzégovine. Les témoignages et les aveux déposés en 2002 devant le TPIY par Milan Babić, ancien président de la République serbe de Krajina (RSK), et Biljana Plavšić, ancienne vice-présidente puis présidente de la République serbe de Bosnie-Herzégovine, complètent le tableau brossé par Kadijević et Jović. Leurs témoignages nous ont aidé à mieux comprendre les buts de guerres de Milošević en Croatie et en Bosnie-Herzégovine et leur mise en opération à travers la purification ethnique et la terreur de masse exercées conjointement par l'APY et la VJ, la Défense territoriale et les formations paramilitaires. Les écrits et les témoignages de Kadijević, Jović, Babić et Plavšić nous ont permis d'écrire une première version de l'histoire politique de la désintégration de la Yougoslavie et des guerres en Slovénie, en Croatie et en Bosnie-Herzégovine basée sur un noyau de sources primaires normalement inaccessibles à l'historien du temps présent. D'autres sources que nous avons consultées se trouvent dans les archives du TPIY. Il s'agit des milliers de dépositions et de témoignages que le Tribunal a utilisés lors des procès.

Les quatre dirigeants serbes cités plus haut ont été au centre du processus de prise de décision qui a provoqué la désintégration violente de la Yougoslavie. Ce même groupe avait esquissé, avec Milošević, les contours de la « Grande Serbie ». Selon l'acte d'accusation présenté au procès de Milošević par Carla Del Ponte, procureur général du TPIY entre 1999 et 2008, trois de ces quatre personnalités, soit Milošević lui-même, Jović et

Kadijević, auraient participé à une « entreprise criminelle commune », dont l'objectif politique principal fut la création de la « Grande Serbie¹² ».

Les traces écrites et orales laissées par les « quatre » sont d'une importance capitale pour établir la responsabilité politique de la désintégration de la Yougoslavie puisque Milošević, comme l'a souligné à juste titre Paul Garde, était souvent « bien trop prudent et retors pour livrer sa pensée autrement qu'à travers une épaisse couche de langue de bois¹³ ». Les aveux de Plavšić durant sa comparution devant le TPIY et le témoignage de Babić au procès de Milošević ont définitivement dissipé toute ambiguïté sur la responsabilité politique qui incombe aux élites politiques serbes dans la désintégration de la Yougoslavie et dans les guerres qui l'ont accompagnée. En conséquence, les thèses de la coresponsabilité de la Slovénie, de la Croatie et de la Bosnie-Herzégovine dans le déclenchement des guerres dans ces républiques, répandues par les gouvernements français et britannique ainsi que par les médiateurs internationaux entre 1991 et 1995, au moment où ils géraient les conflits yougoslaves, sont aujourd'hui devenues obsolètes. Il en va de même pour une certaine historiographie qui, depuis 1991, a cherché à prouver, au nom d'une prétendue objectivité scientifique, que la responsabilité des guerres dans l'ancienne Yougoslavie est symétrique et incombe à l'ensemble des élites politiques au pouvoir en 1991.

Or, curieusement, c'est sur cette interprétation erronée des guerres de succession yougoslaves que Carla Del Ponte a basé sa stratégie de l'accusation à La Haye. En effet, au nom d'une pseudo objectivité et afin de contrecarrer les accusations de justice sélective dirigées contre le TPIY et de prouver que celui-ci n'était point anti-serbe, Del Ponte a inculpé aussi les hommes politiques et les militaires croates et albanais pour avoir participé à des « entreprises criminelles communes » avec le but de forcer les Serbes de Croatie et du Kosovo à fuir les territoires qu'ils auraient voulu annexer. Del Ponte s'est ainsi engagée à réécrire l'histoire des guerres de succession yougoslaves, de sorte qu'elle reflète la perception prédominante chez plusieurs dirigeants occidentaux¹⁴. Le fait même que le bureau du procureur du TPIY ait visé moins les responsables serbes appartenant au

12. Cependant, il faudrait noter que ni Jović ni Kadijević n'ont été inquiétés par le TPIY.

13. Paul Garde, « Préface », dans *Le nettoyage ethnique : documents historiques sur une idéologie serbe*, rassemblés, traduits et commentés par Mirko Grmek, Marc Gjidara et Neven Simac, Paris, Éditions du Seuil, 2002 (nouvelle édition), p. 21.

14. Marko A. Hoare, « Vindication or Travesty ? Operation Storm's Ante Gotovina and Mladen Markac Acquitted », 19 novembre 2012, <http://greatersurbiton.wordpress.com/2012/11/19/vindication-or-travesty-operation-storms-ante-gotovina-and-mladen-markac-acquitted/>.

cercle de Milošević que les agents bosno-serbes et croato-serbes du régime de Belgrade montre clairement que l'accusation interprète les guerres en Croatie et en Bosnie comme étant essentiellement des guerres civiles¹⁵. Toutefois, c'est peut-être un mal pour un bien, dans la mesure où les accusés croates et albanais (sauf pour l'affaire Prlić et consorts, *qui est toujours en cours*) ont été acquittés, et que la thèse d'« entreprise criminelle commune » s'est avérée sans fondement dans ces cas-là. Or, il y a eu (et, étant donné que les procès de Radovan Karadžić, Ratko Mladić et de Goran Hadžić se poursuivent toujours, il y aura sûrement) plusieurs dirigeants serbes condamnés pour avoir fait partie d'une telle « entreprise », tels Milan Babić, Milan Martić, Momčilo Krajišnik, Mićo Stanišić et Stojan Župljanin.

Le chapitre 6 est presque entièrement consacré aux États-Unis et à leurs activités diplomatiques durant les années 1990. Il examine les tentatives des diplomates américains pour ramener la paix en ex-Yougoslavie. Dans ce chapitre, en analysant le processus de décision en matière de politique étrangère, nous avons montré pourquoi, après plusieurs années d'atermoiements, le président Clinton a finalement décidé d'engager la crédibilité des États-Unis et plus précisément celle de son administration pour arrêter la guerre en Bosnie-Herzégovine. Le résultat de l'engagement américain dans les Balkans fut un accord de paix arraché aux Serbes après des négociations menées dans les Balkans puis à Dayton, en Ohio, en 1995. La paix de Dayton a permis à la Bosnie-Herzégovine de se préserver en tant qu'État souverain dans ses frontières d'avant la guerre.

Le septième chapitre traite des origines et du déroulement de la quatrième guerre qui a accompagné la désintégration de la Yougoslavie, la guerre du Kosovo. Dans ce chapitre, notre objectif a été d'expliquer comment les Albanais du Kosovo, après avoir défié pendant de longues années le régime d'apartheid imposé par Belgrade par des stratégies non violentes, en sont venus à prendre les armes pour combattre l'oppression de l'État serbe à compter de 1997-1998. En effet, à partir de cette date, un petit groupe de rebelles, réunis sous le nom d'Armée de libération du Kosovo (UÇK), commença à organiser des attaques contre les forces de sécurité serbes déployées dans la province. Comme nous le savons, le régime de Milošević a réagi brutalement à ce défi lancé au départ par au plus quelques centaines d'hommes, ordonnant la destruction complète de plusieurs villages albanais et jetant sur les routes au printemps 1998 des dizaines de

15. Marko A. Hoare, « The Trial of Ratko Mladic Will Not Mean That Justice Has Been Served », 3 juin 2011, <http://greatersurbiton.wordpress.com/2011/06/03/the-trial-of-ratko-mladic-will-not-mean-that-justice-has-been-served/>.

milliers de réfugiés. Après la faillite des pourparlers de Rambouillet, la dernière tentative diplomatique pour amener la paix dans la province, et une nouvelle catastrophe humanitaire provoquée par l'usage disproportionné de la force par le régime de Milošević au Kosovo, l'OTAN a déclenché une campagne de bombardements aériens destinée à faire reculer Belgrade. Cette opération militaire de l'OTAN, approuvée par plusieurs, a aussi provoqué de nombreux débats en Amérique et en Europe, notamment parce qu'elle n'avait pas reçu au préalable une autorisation explicite du Conseil de sécurité de l'ONU. L'intervention de l'OTAN au Kosovo fut accompagnée par un grand débat public portant sur la *légalité* et la *légitimité* de l'opération « Force alliée » menée par l'Alliance atlantique contre la République fédérale de Yougoslavie.

Les deux derniers chapitres de cette seconde partie du livre s'arrêtent aux retombées de la guerre du Kosovo. Le huitième chapitre, en plus de retracer le parcours de la République de Macédoine depuis son accession à l'indépendance en 1991, se veut aussi une analyse de la guerre de basse intensité qui a opposé la majorité slave et la minorité albanaise de ce pays à compter de février 2001. Ce conflit, qui s'est envenimé après la chute de Milošević, montre que l'éviction de l'ancien homme fort de Belgrade n'a pas mis fin au processus de désintégration de l'espace ex-yougoslave et que la présence de la communauté internationale demeure indispensable pour assurer la stabilité de la région. Par conséquent, dans le chapitre 9 notre regard se porte de nouveau sur les États-Unis et sur les orientations politiques décidées par l'administration de George W. Bush et celle de Barack Obama. À n'en pas douter, l'engagement des États-Unis et de l'Union européenne reste néanmoins primordial pour continuer la reconstruction de la Bosnie-Herzégovine et du Kosovo. Notre analyse de la politique étrangère américaine tend à montrer que l'administration Bush, après quelques hésitations, a compris qu'il était dans l'intérêt des États-Unis de maintenir une présence américaine dans les Balkans, ne serait-ce que pour éviter que cette région instable ne devienne un havre pour les terroristes d'al-Qaïda, une préoccupation constante du gouvernement des États-Unis depuis le 11 septembre 2001. Si, aujourd'hui, les États-Unis sont préoccupés moins par les problèmes de l'Europe du Sud-Est que par d'autres questions régionales ou globales, l'administration Obama ne manque pas de souligner à chaque occasion la nécessité d'une coopération euro-atlantique dans la région. Surtout s'agissant de l'avenir de Bosnie, la coopération transatlantique sera sans doute cruciale encore pour plusieurs années à venir.

La troisième partie de ce livre offre finalement un regard sur la reconstruction de l'espace post-yougoslave après les guerres des années

1990. Le processus de transition démocratique dans les États successeurs de l'ancienne fédération yougoslave, à savoir la Serbie, la Croatie, le Monténégro et la Bosnie, et les relations de ceux-ci avec l'Union européenne et l'OTAN constituent les deux pivots des quatre chapitres composant cette dernière partie du livre.

Les dixième et onzième chapitres traitent les relations entre la Serbie et le Monténégro de la création de la troisième Yougoslavie en 1992 jusqu'à la dissolution de l'Union de Serbie-Monténégro en 2006. Après avoir analysé l'acheminement du Monténégro vers l'indépendance, le chapitre suit le parcours européen de Belgrade et de Podgorica, et évalue les efforts de chacun des deux pays en vue de s'intégrer dans la famille européenne. En effet, du temps de l'Union de Serbie-Monténégro jusqu'à l'indépendance, un seul objectif politique a lié et continue à lier les destins des deux pays, à savoir la volonté de faire partie de l'Europe.

Dans le chapitre 12, nous procédons à une analyse des relations serbo-croates depuis la signature des accords de Dayton. L'accent est néanmoins mis, dans ce chapitre, sur l'évolution des relations bilatérales entre la Serbie et la Croatie depuis les changements de régimes politiques dans ces républiques, c'est-à-dire en décembre 1999 pour la Croatie (marquant le décès de Franjo Tuđman) et en octobre 2000 pour la Serbie (marquant la chute de Slobodan Milošević). Ce chapitre se penche sur la difficile normalisation des relations entre les deux anciens ennemis et explique comment les souvenirs de la guerre, encore très présents dans la mémoire collective et individuelle des Croates, freinent l'établissement d'une coopération à plusieurs niveaux entre la Serbie et la Croatie, pourtant cruciale pour la stabilité des Balkans.

Enfin, le chapitre 13 (rédigé par Berna Günen, docteur en histoire et chercheuse indépendante) porte sur la Bosnie qui, malgré la tutelle internationale sous laquelle elle continue de vivre depuis la fin de la guerre en 1995, n'a toujours pas réussi à devenir un État démocratique fonctionnel, principalement à cause du système de Dayton, qui condamne le pays à suivre des politiques ethniques, et non civiques, et à maintenir une entité, la République serbe de Bosnie-Herzégovine en l'occurrence, créée par le nettoyage ethnique, des crimes contre l'humanité et le génocide, et qui par conséquent empêche le pays d'entamer le processus d'intégration dans l'Union européenne.

Le lecteur peut se demander de façon légitime si une seconde édition de *L'Agonie yougoslave* était vraiment nécessaire vu la quantité considérable de publications qui existent déjà sur le sujet. Nous sommes persuadés

que la publication d'une seconde édition révisée de notre ouvrage était nécessaire, même urgente, étant donné que la désinformation, les clichés et, pire, l'ignorance concernant ce sujet, malgré les nombreuses années qui se sont écoulées depuis la fin des conflits yougoslaves, continuent toujours. Pour n'en donner qu'un exemple, lors de la remise du prix Nobel de la Paix à l'Union européenne le 10 décembre 2012 à Oslo, Thorbjørn Jagland, président du comité Nobel norvégien, a prononcé un discours dans lequel il n'a pas manqué de survoler à sa façon la désintégration de la Yougoslavie :

Avec la chute du communisme, un ancien problème a fait son retour : les Balkans. Le régime autoritaire de Tito avait enfermé sous un couvercle de nombreux conflits ethniques. Lorsque le couvercle a été levé, des conflits violents tels que, pensait-on, nous ne reverrions plus jamais dans l'Europe libre ont éclaté à nouveau¹⁶.

Ignorant complètement le rôle de catalyseur joué par Milošević et ses acolytes dans la désintégration violente de la Yougoslavie, Jagland a fait clairement savoir que, de son point de vue, les guerres de succession yougoslaves ne furent que des conflits ethniques d'une époque révolue, dans lesquels les atrocités furent inévitables et irrationnelles, comme c'est le cas avec les catastrophes naturelles (et même celles-ci sont explicables par les lois de la nature), et les responsabilités des crimes furent naturellement partagées parmi les parties belligérantes. Jagland ne faisait que répéter un refrain fort connu des années 1990 et même au-delà – un refrain qui fut très populaire auprès de nombreux hommes politiques, militaires, journalistes européens et américains, et qui ne manque pas de resurgir à chaque occasion, comme à l'occasion de la remise prix Nobel de la Paix l'année dernière. Et c'est exactement pour cette raison qu'une seconde édition de *L'Agonie yougoslave* nous a paru si nécessaire.

Comme on peut s'y attendre, cette seconde édition est entièrement révisée, mise à jour et augmentée avec minutie. Cette nouvelle édition se fonde non seulement sur les apports les plus récents de l'historiographie portant sur la désintégration yougoslave, mais aussi sur la très riche documentation du TPIY. En effet, depuis la parution de *L'Agonie yougoslave* en 2003, plusieurs jugements ont été prononcés, que ce soit des condamnations ou des acquittements (surtout dans les affaires Momčilo Krajišnik, Zdravko Tolimir, Ante Gotovina), plusieurs accusés en fuite ont été arrêtés

16. Le prix Nobel de la paix 2012, discours de Thorbjørn Jagland, président du comité Nobel norvégien, Oslo, 10 décembre 2012, http://www.nobelprize.org/nobel_prizes/peace/laureates/2012/presentation-speech.html.

(notamment Radovan Karadžić, Ratko Mladić, Goran Hadžić) et des coups de théâtre sont survenus (comme la mort de Slobodan Milošević en prison). Cette nouvelle édition représente aussi une réévaluation de nos conclusions remontant à 2003 à la lumière des nouveaux apports académiques, juridiques ou autres faits sur le sujet, et celle des récents développements politiques, économiques et sociaux survenus dans la région depuis cette date, notamment la déclaration d'indépendance du Kosovo en février 2008. La récente évolution tout à fait inattendue concernant les pourparlers entre les autorités serbes et kosovares sous les auspices de l'Union européenne laisse prévoir que les sept États successeurs de l'ancienne Yougoslavie n'arrêteront pas de couler l'encre des journalistes, des stratèges et des chercheurs.